

Unité bi-départementale de la Charente-Maritime
et des Deux-Sèvres
ZI de Périgny
Rue Edmé Mariotte
17180 Périgny

Périgny, le 16 février 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/01/2026

Contexte et constats

Publié sur 

EUROVIA POITOU CHARENTES LIMOUSIN

agence Eurovia de ROYAN
41 rue André-Marie Ampère
17200 Royan

Saisissez du texte ici

Références : 0100306368/2026/93

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/01/2026 dans l'établissement EUROVIA POITOU CHARENTES LIMOUSIN implanté Fief de la Fontaine 17600 Saint-Romain-de-Benet. L'inspection a été annoncée le 05/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EUROVIA POITOU CHARENTES LIMOUSIN
- Fief de la Fontaine 17600 Saint-Romain-de-Benet
- Code AIOT : 0100306368
- Régime : Déclaration
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La plateforme de valorisation de déchets du BTP exploitées au lieu-dit « Fief de la Fontaine », route de Meursac sur la commune de Saint-Romain-de-Benet (17600) est encadrée par l'arrêté préfectoral de prescriptions spéciales du 9 mars 2023. Les installations présentes relèvent de la déclaration au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. La commune de Saint-Romain-de-Benet est inscrite dans le périmètre de protection rapprochée du captage « La Bourgeoisie ».

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Déchets entrants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
3	Surveillance des effets des rejets dans les sols	Arrêté préfectoral de Mesures Spéciales du 09/03/2023, article 1.5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
4	Protection de l'ouvrage de captage	Arrêté préfectoral de Mesures Spéciales du 09/03/2023, article 2.1 et 2.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Activité de concassage du site	Code de l'environnement du 29/01/2026, article R.511-9	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit :

- Tenir à jour le registre chronologique de la réception et du traitement des déchets ;
- Procéder à la télédéclaration mensuelle au registre national des déchets des lots de terres excavées et sédiments entrants (codes 17 05 04, 17 05 06 et 20 02 02) afin de se conformer à l'article R.541-43-1 du Code de l'environnement ;
- Déclarer son établissement secondaire auprès du Centre de Formalités des Entreprises compétent, conformément à l'article R.123-40 du Code de commerce.
- Réaliser, pour chaque prélèvement sur les piézomètres, les analyses de l'ensemble des paramètres prévus par l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014, complétés par l'analyse des nitrates (NO₃) ;
- Transmettre à l'inspection les résultats d'analyses des eaux des piézomètres au premier semestre 2026 et transmettre à EAU 17, sous un mois, les résultats relatifs à l'année 2025 ;
- Être en mesure de justifier, pour les déchets d'enrobés bitumineux acceptés, de la réalisation de tests attestant de l'absence de goudron et d'amiante, conserver les justificatifs d'origine des chantiers correspondants, tenir le registre réglementaire attestant de la conformité des déchets acceptés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Activité de concassage du site

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 29/01/2026, article R.511-9
Thème(s) : Situation administrative, Activité de concassage du site
Prescription contrôlée : Article R. 511-9 du Code de l'environnement. La colonne " A " de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Rubrique 2515. 1. Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2. La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant : a) Supérieure à 200 kW (E) b) Supérieure à 40 kW, mais inférieure ou égale à 200 kW (D) 2. Installations de broyage, concassage, criblage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes extraits ou produits sur le site de l'installation, fonctionnant sur une période unique d'une durée inférieure ou égale à six mois. La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant : a) Supérieure à 350 kW (E) b) Supérieure à 40 kW, mais inférieure ou égale à 350 kW (D)
Constats : L'exploitant a transmis post-inspection les références du concasseur utilisé d'une puissance inférieure à 200 kW.
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets entrants
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 1er de l'arrêté du 31 mai 2021 Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants. Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes : [...]</p> <p>« Article R. 541-43-1 du code de l'environnement »« I. Pour l'application du II de l'article L. 541-7, les personnes produisant ou expédiant des terres excavées et des sédiments, les collecteurs, [...], les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de terres excavées et sédiments, et les personnes valorisant des terres excavées et des sédiments tiennent à jour un registre chronologique [...] de la réception de ces terres et sédiments. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans. Le registre permet d'identifier précisément la destination ou le lieu de valorisation des terres excavées et sédiments.</p> <p>« II. Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des terres excavées et sédiments ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes produisant ou traitant des terres excavées et sédiments, y compris les personnes effectuant une opération de valorisation de terres excavées et sédiments et les personnes exploitant une installation de transit ou de regroupement de terres excavées et sédiments. Le registre national des terres excavées et sédiments et le registre national des déchets mentionné à l'article R. 541-43 peuvent constituer une unique base de données.</p> <p>« Ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission a lieu, au plus tard, le dernier jour du mois suivant l'expédition, la réception ou le traitement, y compris la valorisation, des terres excavées et sédiments, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges automatisés de données selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant ne dispose pas du registre prescrit par l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du Code de l'environnement. Il tient un tableur permettant le suivi des matériaux entrants et sortants du site mais ce tableau ne répond pas aux prescriptions susvisées. il a indiqué que la mise à jour du registre pour permettre un téléversement sur Trackdéchet était opérationnelle depuis début 2026.</p> <p><u>Registre National Des Terres excavées et Sédiments (RNDTS)</u> L'exploitant ne déclare pas les terres excavées et sédiments au RNDTS. Les installations de transit sont concernées par cette déclaration au RNDTS intégré à Trackdéchets. Toutes les terres excavées (codes déchets 17 05 04, 17 05 06 ou 20 02 02) transitant sur le site doivent être téléversées mensuellement sur l'application Trackdéchets</p>

(<https://trackdechets.beta.gouv.fr/>) (<https://faq.trackdechets.fr/registre-national/informations-generales>) .

Pour pouvoir déclarer l'exploitant doit tenir le registre susvisé, prescrit par l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du Code de l'environnement. Ce registre n'est pas tenu.

Numéro de SIRET

La plateforme de valorisation ne dispose pas de numéro de SIRET. Elle est enregistrée sur le même numéro que celui d' EUROVIA ROYAN : 412 395 709 00 113. Les déchets réceptionnés et sortants des différents sites d' EUROVIA ROYAN à Saint-Romain-de-Benet ne peuvent pas être différenciés dans les déclarations ministérielles (TRACKDECHETS notamment).

Le site est un établissement secondaire de l'entreprise EUROVIA qui doit disposer d'un numéro de SIRET spécifique attribué par l'INSEE.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- l'exploitant doit tenir à jour son registre chronologique de la réception et du traitement des déchets et sous 1 mois transmettre à l'inspection la version dématérialisée du registre complété depuis le début de l'année 2026.

- télédéclarer mensuellement au registre national tous les lots de terres excavées et sédiments entrants (codes déchets 17 05 04, 17 05 06 ou 20 02 02) à compter du 1^{er} janvier 2026, afin de se mettre en conformité avec l'article R.541-43-1 du Code de l'environnement.

- attester de l'engagement des démarches nécessaires à la déclaration de son établissement secondaire auprès du Centre de formalités des entreprises (CFE) compétent, conformément à l'article R.123-40 du Code de commerce et transmettre à l'inspection le numéro de SIRET du site dès qu'il sera connu.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Surveillance des effets des rejets dans les sols

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral de Mesures Spéciales du 09/03/2023, article 1.5

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des effets des rejets dans les sols

Prescription contrôlée :

Les deux piézomètres présents sur le site font l'objet d'un suivi semestriel des niveaux et de la qualité des eaux. Leur tête est aménagée avec une dalle de protection garantissant l'étanchéité vis-à-vis des eaux de ruissellement (conformité avec l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables aux forages, création de puits soumis à déclaration).

Une plaque d'identification est posée sur chacun d'eux pour éviter les confusions sur les résultats d'analyse.

En période de hautes eaux, un prélèvement est réalisé sur la source à l'aval immédiat du site.

Pour chaque prélèvement, l'analyse comprend l'ensemble des paramètres visés par l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 susvisé, auxquels est ajouté le paramètre nitrates (NO₃).

Les résultats commentés sont transmis annuellement à l'inspection des installations classées et au syndicat EAU 17.

En cas d'évolution notable de l'un des paramètres, notamment l'augmentation de HAP, l'avis d'un hydrogéologue agréé est sollicité dans les plus brefs délais, en lien avec le syndicat des eaux.
<p>Constats :</p> <p>Les deux piézomètres sont protégés par une buse béton semi-enterrée garantissant l'étanchéité vis-à-vis des eaux de ruissellement circulant à proximité immédiate. Les piézomètres sont fermés en tête par un capot fermé à clé. Ils sont identifiés par un marquage à la peinture sur les parois intérieures des buses en béton. L'exploitant a transmis post-inspection le tableau de suivi. L'indice hydrocarbure n'évolue pas. Cependant il est constaté que certaines substances visées par l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 ne sont pas suivies (Baryum, Molybdène, antimoine, Sélénium, fluorures, ...) et que les sulfates ne sont plus suivis depuis 2022. Par ailleurs l'exploitant a indiqué ne pas transmettre annuellement au syndicat EAU 17 les résultats.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit respecter les prescriptions de son arrêté et sur chaque prélèvement analyser l'ensemble des paramètres visés par l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 auxquels est ajouté le paramètre nitrates (NO₃). Il transmet à l'inspection les analyses du premier semestre 2026 et transmet à EAU 17 sous 1 mois les résultats 2025.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Protection de l'ouvrage de captage

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral de Mesures Spéciales du 09/03/2023, article 2.1 et 2.2
Thème(s) : Risques chroniques, protection de l'ouvrage de captage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'acceptation des déchets reçus est conforme aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 susvisé relatif aux conditions d'admission des déchets inertes. Les déchets inertes en transit ne sont pas présents plus de trois ans sur le site.</p> <p>Le concasseur intervenant sur le site est soit équipé d'un réservoir double paroi soit placé sur une plateforme étanche munie d'un point bas de collecte des éventuels effluents. L'exploitant se positionne sur l'une ou l'autre de ces solutions.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site est propre. Il n'a pas été observé la présence de matériaux indésirables. Cependant le registre disponible ne répond pas aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 31/05/2021 et ne présente aucun code déchet permettant d'attester que l'ensemble des déchets entrants répond aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014.</p> <p>L'exploitant a indiqué que les déchets d'enrobés provenaient de chantiers pour lesquels les vérifications de présence de goudron ou d'amiante sont faites par les maîtres d'ouvrage. Il a</p>

adressé, post inspection, le rapport géotechnique d'un de ses chantiers récents attestant de ces analyses.

Lorsque le concasseur intervient sur le site l'exploitant indique qu'il se place sur une plateforme étanche munie d'un point bas de collecte des éventuels effluents.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit être en mesure de justifier que les déchets d'enrobés bitumineux ont bien fait l'objet de tests montrant qu'ils ne contenaient ni goudron ni amiante. Il doit conserver les justificatifs des chantiers dont sont issus les déchets d'enrobés. Il doit sous 1 mois tenir le registre réglementaire permettant d'attester de la conformité des déchets acceptés et télédéclarer sur trackdéchets les déchets entrants relevant du RNDTS.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois